



**CONSEIL DE COMMUNAUTÉ
DU 9 FÉVRIER 2023**

PROCÈS VERBAL DE SÉANCE

L'an deux mille vingt-trois, le neuf février, à 18 heure 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents :

APPELGHEM Ludovic, BLANDIN Lénaïc, BODÉNEZ Guillaume, BODILIS Jean-François, BONIZ Jean-Jacques, BOSSER Christian, CALVEZ Gilles, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Élodie, CORRE Michel, CYRILLE Yves, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, FLOCH Jean-Bernard, GOALEC Bernard, GODET Nathalie, GRALL Renaud, GUILLORÉ Alexandra, HERVOIR Stéphane, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LANGUENOU Céline, LE BRONNEC Erwann, LE GALL Jean-Noël, LE ROY Christine, LE SAUX Jean-Luc, LECLERC Patrick, LÉON Jean-Jacques, LETEURÉ Tiphaine, LIÉGEOIS Hervé, MÉVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, NOWAK Carine, PHILIPPE Georges, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLÉVÉRÉ Séverine, RIOU Michel, ROULLEAUX David, SERGENT André, SOUDON Chantal, TRMAL Marie-France.

Excusés :

BERVAS Viviane pouvoir à DALIS-ABGRALL Gwénaëlle
LENUÉ Françoise pouvoir à CALVEZ-BARNOT Gaëlle
POUPON Julien pouvoir à LE SAUX Jean-Luc
SOUN Véronique pouvoir à BONIZ Jean-Jacques
TANGUY Anne pouvoir à GUILLORÉ Alexandra
THOMIN Mélanie pouvoir à CYRILLE Yves
YVINEC Odile pouvoir à RIOU Michel

Absent : CANN Joël

Secrétaire de séance : GODET Nathalie

Propos liminaires du Président, Patrick LECLERC

Chers collègues,

Bonsoir à tous,

Bienvenue à ce conseil principalement consacré au budget primitif 2023.

Avant de rentrer dans le vif du sujet de cette séance et puisque nous sommes en début d'année, je voudrais vous annoncer le menu 2023.

Celui-ci sera consacré :

- Aux transitions avec la finalisation du PCAET, la finalisation du PLH (3), la mise en route du Plan Global de Déplacement ou la finalisation du plan global déchets.
- En parallèle nous aurons à finir les procédures de modification du PLUi et du RLPi
- Question bâtiments, et nous le verrons en PPI, des travaux sont programmés à la MSAP, à Moulin Mer, au bâtiment environnement. La mutation d'Aqualorn, la construction/rénovation de la salle de sports de Coat- Mez ainsi que la construction de bâtiments économiques seront à l'étude sans oublier la zone d'activité économique sud.
- En matière d'eau et assainissement, sous l'égide d'Eau du Ponant, les schémas directeurs nous donnent la feuille de route. Je pense par exemple pour l'eau, à l'unité de production de Pencran ou à la station d'épuration de Logonna- Daoulas.
- Le volet accompagnement des communes ou des habitants va s'amplifier avec la montée en puissance des fonds de concours aux communes (7 délibérations à cette séance), la mutualisation informatique, la maison France Service Itinérante, ou le contrat local de santé.
- Enfin en tourisme la concrétisation de sentiers, circuits trail notamment devraient renforcer notre offre.

Je n'ai évidemment pas été exhaustif, le menu étant déjà copieux.

Tout cela sera mis en musique par notre équipe de direction qui va changer puisque Didier Baumont va officier dans un autre département, d'où son absence ce soir, et nous accueillerons notre nouveau DGS courant mai 2023.

Bon Conseil à tous.

Jean-François BODILIS voudrait évoquer en séance le projet de fusion des plateformes d'activités de la SCARMOR (Landerneau et le Relecq-Kerhuon) qui pourraient se délocaliser en dehors du Pays de Landerneau-Daoulas.

Ce projet de déplacement des plateformes logistiques vieillissantes interroge tout naturellement les élus.

Le Président ne souhaite pas à ce stade que ce projet, qui n'est pas inscrit à l'ordre du jour, fasse l'objet d'échanges à ce conseil de Communauté et rejette par conséquent la proposition de Jean-François BODILIS.

DIRECTION GÉNÉRALE

Affaires générales

DCC2023_001 Approbation du PV du conseil de Communauté du 9 décembre 2022

Résumé :

Le procès-verbal du conseil de Communauté du 9 décembre 2022 qui décrit chaque point porté à l'ordre du jour et rend compte des débats doit être approuvé par les membres du conseil de Communauté.

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve le procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 9 décembre 2022.

DCC2023_047 Rapport Développement Durable de la Communauté

Résumé :

En accompagnement du budget prévisionnel 2023, la Communauté d'agglomération présente son premier rapport Développement Durable. Pour ce premier exercice, il s'agit de réaliser un état des actions réalisées qui rejoignent les enjeux du développement durable et de se projeter sur les perspectives structurantes pour l'avenir.

Débats :

Le Président remercie les services d'avoir en un laps de temps aussi court réussi à élaborer le rapport de développement durable, c'était une gageure.

Pour constituer ce rapport la Communauté s'est appuyée sur la référence internationale des 17 objectifs de développement durable définis par l'ONU.

La Communauté a mis au regard de ces objectifs, les items, les actions menées dans les domaines de compétences qu'elle exerce : eau, assainissement, énergie, mobilités, logements.

La collectivité est moins concernée par certains items : éducation de qualité, faim zéro, qui ne relèvent pas de ses attributions ou compétences directes.

Ce premier rapport pose une base pour les prochains. Il n'a pas toujours été évident de raccrocher certaines actions, d'établir une relation plus ou moins directe avec certains objectifs prescrits.

L'année prochaine, la Communauté devrait pouvoir nourrir, étayer davantage ce rapport avec le PCAET qui sera avancé et qui débouchera sur de nouvelles actions en lien avec la transition énergétique et climatique.

Jean-François BODILIS trouve intéressants les 17 objectifs ; il note toutefois qu'il manque le thème de la gouvernance et de la démocratie participative dans les thématiques à renseigner. Il se demande comment le conseil de développement peut reprendre ce sujet et le travailler davantage.

Patrick LECLERC indique que le rapport n'est pas un document de réflexion prospective. Son objet étant de retracer les actions existantes ou en cours, c'est un exercice imposé en quelque sorte puisque la collectivité devait partir d'un référentiel comme cadre ; or le référentiel en question n'aborde pas les aspects évoqués par Jean-François BODILIS de manière explicite et directe.

L'année prochaine, Patrick LECLERC est persuadé que le rapport sera encore de meilleure facture.

Tiphaine LETEURÉ considère que la féminisation des métiers est un vrai enjeu de société. Il y a un manque de mixité dans certains métiers, et dans le même temps force est de constater que le nombre de métiers exercé par les femmes est toujours nettement inférieur à celui des hommes.

Le rapport Développement durable de la CAPLD est le premier et est donc perfectible. Elle regrette que le contenu de la diapositive 12 « parvenir à l'égalité des sexes » soit si ténu. La deuxième rubrique (Rechercher la mixité dans les métiers essentiellement assurés par des hommes) ne propose qu'une seule action : recrutements pour la collecte des ordures ménagères. Elle trouve cela pour le moins maladroit, car trop réducteur ou les auteurs du rapport n'en ont pas eu conscience. En cela la Communauté prête le flanc à la critique et donne une image dégradée de ses objectifs en la matière. Il eût fallu étoffer cette rubrique ou ne rien mettre, d'autant que le cliché associant la femme à une ménagère est tenace et une interprétation misogyne de cet unique objectif n'est pas à écarter.

Patrick LECLERC se défend en précisant qu'il y a un rapport égalité femmes/hommes qui sera présenté tout à l'heure et qui montrera l'exemplarité de la Communauté dans ce domaine. On ne peut pas faire ce genre de raccourci. Les femmes et les hommes sont à parité dans les fonctions d'encadrement, dans les postes qualifiés et à responsabilité.

Alexandra GUILLORÉ indique que la Communauté a réussi dans les activités de ménage, d'entretien à avoir une parité femmes/hommes, pas dans celles de la réputation à ce jour.

Tiphaine LETEURÉ ne disconvient pas qu'à la Communauté tous les métiers sont ouverts de la même manière aux femmes et aux hommes, pour autant la mixité ne se retrouve pas dans toutes les familles professionnelles.

Féminiser les emplois ce n'est pas leur ouvrir les métiers les moins bien considérés mais tous les postes.

Elle conclut que la manière dont est renseigné cet item ne reflète pas l'esprit qui prévaut à la Communauté.

Le Président indique que l'obligation de produire ce rapport est toute récente et qu'il sera étoffé l'année prochaine sur ce point en évoquant de manière plus exhaustive les actions en faveur de la mixité.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Prend acte du rapport Développement durable 2023 de la Communauté.

Arrivée d'Anne TANGUY qui avait donnée procuration à Alexandra GUILLORÉ avant le vote de la délibération programmation pluriannuelle des investissements.

MOYENS GÉNÉRAUX

Finances

DCC2023_003 Vote de la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) 2023-2026

Résumé :

Il est proposé au conseil de Communauté d'adopter la PPI sur 2023-2026 telle que présentée et détaillée ci-après.

Débats :

Frédéric KERLAN indique que dans le prolongement des échanges lors du rapport d'orientation budgétaire, il est proposé au Conseil une Programmation Pluriannuelle des Investissements de 27.4M€ sur la période 2023-2026 soit une moyenne annuelle de presque 7M€.

Ces inscriptions seront réalisables au vu des finances de la collectivité.

Les montants sont assez équilibrés sur 2023 à 2026 avec un total de 7M€ en moyenne d'investissements.

C'est aussi le souhait de coller les investissements à la capacité à les réaliser sur ces prochaines années.

Cette PPI s'inscrit pleinement dans le projet de territoire avec des évolutions significatives des inscriptions liées aux évolutions dans le secteur de l'énergie, des transitions et des déchets notamment et la volonté d'accompagner les communes dans leurs projets par le fonds de concours.

Le vice-président propose d'en décliner les principales inscriptions, inscriptions que les élus communautaires ont pu voir dans les différentes commissions respectives puisque depuis le début du mandat, l'exécutif a souhaité inscrire les budgets et les programmes d'investissement dans les différentes thématiques du projet de territoire et surtout en lien avec les commissions qui pilotent ces éléments.

C'est aussi cela la décentralisation budgétaire.

Et ces programmations sont assez équilibrées par thématique puisque :

L'aménagement du territoire pour 5.5M€ soit 20% des dépenses

L'attractivité pour 4.5M€ et 16% des dépenses

La cohésion territoriale pour 8M€ soit 30% des dépenses

L'environnement pour 4.6M€ et 17% des dépenses

Les ressources pour 4.8M€ et 17% des dépenses

Sur l'aménagement du territoire

Les principaux programmes sont :

Le très haut débit pour 3.6M€ dont 845K€ en 2023 et 500K€ les années suivantes. Nous sommes tous très attachés à ce projet qui n'avance pas assez vite mais dont nous sommes tributaires par le pilotage de la Région et des fournisseurs.

L'échangeur de Daoulas pour 1.64M€ avec des débuts de travaux programmés sur la période 2025-2026

La mobilité avec 70K€ d'achats de vélos électriques pour la location longue durée en 2023 et dont un focus sera présenté avec le Budget.

Sur l'attractivité

Les principaux programmes sont :

L'habitat avec 1.4M€ sur la période 2023-2026 dont 930K€ pour les programmes habitat en logement.

La politique économique avec 1M€ pour la zone économique sud et 440K€ d'accompagnement en dispositifs tels que le pass commerce et artisanat, la politique commerciale avec la Région.

Les travaux sur les bâtiments comme l'hôtel d'entreprise de Mescoat pour 380K€ et 430K€ sur des travaux sur les autres bâtiments.

Une ligne budgétaire de 400K€ sur des acquisitions foncières dont 250K€ en 2023.

Et 100K€ sur des travaux liés à l'emplacement de l'accueil et aires des gens du voyage.

Sur la cohésion territoriale

Les principaux programmes sont :

La programmation sur la salle de Coat-Mez pour 3.9M€ sur 2024 avec une évidente participation des collectivités notamment du département puisque le montant inscrit est le montant porté sur le projet mais pas la participation totale de la Communauté.

Aqualorn avec une enveloppe annuelle de 380K€ pour les travaux et 1M€ de programmation pour imaginer le complexe de demain. Je ferai aussi un focus sur ce budget qui sera fortement impacté en 2023 par le coût de l'énergie.

Moulin Mer pour 200K€ avec notamment des travaux programmés sur le foyer du marin.

La Cimenterie, autre poids lourd des infrastructures de la Communauté avec l'idée d'améliorer la communication avec un cube vidéo budgétisé à 150K€.

Et l'aménagement de la MSP pour améliorer l'accueil au public et son fonctionnement avec une enveloppe de 722K€ en 2023 et dont les ouvertures de plis de marchés publics pourraient laisser entendre d'avoir un coût plus faible. Entrons-nous dans une phase de baisse des coûts ?

Sur l'environnement

Les principaux programmes sont :

La réputation pour 800K€ avec notamment le renouvellement annuel des véhicules dédiés, 210K€ sur l'aménagement des vestiaires permettant une meilleure qualité de vie au travail des agents, et les travaux sur l'aire de lavage où nous avons été bien accompagnés par des subventions.

Une troisième déchetterie est programmée à horizon 2025-2026 pour plus de 1M€.

La GEMAPI avec 850K€ de programmation dont des travaux en lien avec le syndicat du bassin de l'Elorn et le bassin de Daoulas. Le vice-président rappelle que la Communauté n'a pas levé de taxe pour financer ces travaux liés à la GEMAPI.

Le transfert de compétence de la GEPLU en 2022 avec presque 200K€ de programmation conforme à la décision de la commission de transfert des charges.

Des travaux de canalisation sur le réseau eau pour 400K€. Je rappelle que nous avons une délégation de service public avec Eau du Ponant donc budgétairement, tous ces travaux ne se voient pas mais nous avons pour plus de 3.6M€ de travaux prévus en eau potable !

Et nous avons le budget réseau de chaleur avec des travaux et qui permettent de diversifier les sources de production d'énergie. C'est un enjeu majeur pour l'avenir.

Sur les ressources (Finances et RH notamment)

Les principaux programmes sont :

Le fonds de concours de 1M€/an avec spécifiquement une attribution budgétaire de 1.5M€ pour 2023 pour prendre en compte la mise en place en mi 2022 donc sur ½ année en 2022. Les crédits sont donc reportés sur 2023.

Ce fonds de concours permet d'abonder financièrement les projets des communes qui sont dans un intérêt communautaire, et qui sont boostés quand ils répondent à des solutions énergétiques et de mutualisation.

Voilà, chers collègues pour cette programmation pluri annuelle des investissements.

Elle est ambitieuse et s'inscrit dans notre schéma de territoire.

Avec cette programmation, nous aurons à voter les mises à jour des autorisations de programme dites APCP (autorisation de programme et crédits de paiement) qui concernent :

Le très haut débit

ZAE du sud

La salle de Coat -Mez

L'échangeur de Daoulas

La programmation habitat

Les travaux de la Maison des Services Publics

La déchetterie

Patrick LECLERC informe les élus qu'il a sollicité Mégalis Bretagne pour avoir un état des lieux exact de la programmation du déploiement de la fibre, et des possibilités de raccordement dans les différents secteurs géographiques. Ceci pour pouvoir répondre aux questions des habitants, des entreprises et des collectivités locales qui sont aujourd'hui dans l'inconnu quant à l'accès à la fibre et au très haut débit et à la commercialisation des services inhérents.

Il y a des dysfonctionnements dans le déroulement du programme, il faut les résoudre.

Le Président n'a pour l'instant pas eu de réponses de Mégalis Bretagne qui a une programmation à assurer et qui doit pouvoir rendre compte aux élus de l'avancée de ce chantier important.

Il annonce qu'il va réitérer sa demande auprès de Mégalis Bretagne dans les meilleurs délais pour lever l'opacité qu'il y a sur le déploiement de la fibre, la commercialisation des offres en rapport avec le très haut débit là où l'infrastructure, la fibre est installée.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Adopte la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) pour la période 2023-2026 telle que résumée ci-dessus,

Article 2 : Dit que les crédits dans cette PPI au titre de 2023 sont inscrits au budget principal primitif 2023.

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2023_004 Mise à jour des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiement

Résumé :

Dans le cadre de l'adoption du budget 2023 et au regard de la réalisation des crédits de paiements 2022 associés aux autorisations de programme en cours, il est proposé au Conseil de Communauté la mise à jour du tableau des APCP suivant le tableau ci-annexé.

Débats :

Frédéric KERLAN indique qu'avec le vote de cette PPI, nous avons des programmes qui se réalisent sur plusieurs périodes et c'est l'objectif des autorisations de programme que de lisser les crédits de paiement.

Nous retrouvons :

- Le très haut débit
- La ZAE du sud
- La salle de Coat Mez
- L'échangeur de Daoulas
- La programmation habitat
- Les travaux de la Maison des Services Publics
- La déchetterie

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1: Décide l'adoption de nouvelles APCP pour les programmations Habitat 2021 (AP 2103) et 2022 (AP 2201), la réalisation des travaux de rénovation de la MSP (AP 2301) et la création d'une nouvelle déchetterie (AP 2302),

Article 2 : Procède à la mise à jour du montant des AP et des CP associés suivant le tableau ci-dessus,

Article 3 : Dit que les crédits associés au CP 2023 de ces APCP sont inscrits au budget principal primitif 2023.

DCC2023_005 Subventions et participations 2023**Résumé :**

La Communauté est amenée à financer chaque année, divers organismes et manifestations, via des subventions, des contributions ou des cotisations.

Débats :

Frédéric KERLAN ne revient pas en détail sur ces subventions et participations que les élus communautaires ont pu voir en commissions.

Il rappelle les principaux montants qui représentent 3.7M€ :

150 000€ pour les dispositifs en lien avec le PCAET et notamment 100 000€ pour Tinergie

107 000€ pour la mission locale et maison de l'emploi

330 000€ sur l'accompagnement aux programmations liées à l'habitat

370 000€ dans l'accompagnement sur les animations et événements majeurs dont 185 000€ sur les événements liés à la cimenterie

240 000€ sur les cotisations aux syndicats de bassin

1 165 042€ sur la partie liée aux SDIS : secours incendie qui progresse fortement cette année avec +7%

Jean-François BODILIS intervient sur les participations qui sont importantes ; il note plus de 10 000 € par rapport à l'exercice précédent pour les animations à La Cimenterie qui atteint les 185 000 €.

Il s'interroge aussi sur la participation à BTO et en particulier sur l'étude Rade de Brest portée par ce Groupement d'Intérêt Public.

Le Président indique que l'étude rade a été présentée aux maires concernés à Logonna-Daoulas.

Cette étude va être complétée et BTO vient de candidater pour être accompagné sur ce complément d'études.

Quelques spots dans la rade de Brest ont été ciblés pour répondre aux attentes des visiteurs et asseoir une image touristique forte de la rade, il s'agira de les mettre en valeur, d'aménager les abords de rade pour favoriser les activités de découverte, d'y accéder plus facilement dans un esprit de tourisme durable, respectueuse de l'environnement. Patrick LECLERC indique que les projets déclinés dans les communes dans le cadre de la valorisation de la rade de Brest seront accompagnés par les fonds de concours communautaires.

Sur un tout autre sujet, il précise qu'une ligne spécifique a été créée dédiée à la promotion de la culture et de la langue bretonnes ; cette ligne n'apparaissait pas dans les documents transmis en commission d'où la précision apportée (10 000 €) au titre des participations, subventions hormis les prestations se rapportant à cette politique qui sont imputées sur des crédits inscrits à d'autres articles (reportages Arvorig FM ...)

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Attribue les subventions 2023 aux organismes comme détaillé et précisé dans les tableaux ci-annexés,

Article 2 : Autorise le président à signer, le cas échéant, les conventions et avenants avec les bénéficiaires des subventions 2023,

Article 3 : Dit que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2023.

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2023_006 Vote des taux d'impositions 2023

Résumé :

Il est proposé au conseil de Communauté de maintenir pour 2023 les dispositions antérieures en matière de fiscalité.

Débats :

Frédéric KERLAN indique que la revalorisation des bases est de +7.1% ; c'est très important. Il rappelle que c'est une décision de l'Etat et pas de la collectivité.

C'est une bonne nouvelle pour les collectivités et moins bonne pour les ménages et les entreprises.

Et compte tenu de notre budget 2023, il n'est pas nécessaire d'accompagner la dynamique de nos produits par une augmentation des taux d'imposition.

Il est donc proposé aux conseillers communautaires de maintenir les taux pour les éléments suivants :

- sur la taxe d'habitation pour les résidences secondaires et logements vacants avec un taux de 10.09% pour un produit attendu de 333K€
- sur la taxe foncière pour les propriétés bâties avec un taux de 0.30% pour un produit attendu de 152K€
- sur la taxe foncière sur les propriétés non bâties pour un taux de 1.84% et un produit attendu de 73K€
- Sur la Cotisation foncière des entreprises pour un taux de 24.19% et un produit attendu de 3.8M€
- sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour un taux de 6.91% à 8.91% selon la fréquence et l'éloignement des tournées et un produit attendu de 4M€

Et donc l'esprit de conserver une modération des taux en les maintenant à leur niveau.

Cela permet à la collectivité de modérer l'impact sur les ménages quand les bases fiscales augmentent.

Jean-François BODILIS se réjouit de la bonne santé financière de la Communauté telle qu'elle a été brossée par Frédéric KERLAN dans sa présentation.

Il intervient sur le report de la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires qui était prévue au 1er janvier 2023 et qui est repoussée d'un an ainsi que sur la mise en place d'une taxe sur les logements vacants.

Patrick LECLERC dénombre de l'ordre de 1 300 résidences secondaires sur le territoire communautaire ; rapportée au nombre d'habitants (50 000 habitants), il s'agit de l'une des proportions les plus faibles par rapport à d'autres territoires côtiers.

Cette proportion reste faible et si une majoration de la TH était décidée, elle nécessiterait au préalable un dialogue avec les communes où se concentrent ces résidences secondaires, Logonna-Daoulas en premier chef, et l'Hôpital-Camfrout dans une moindre mesure.

Sur Landerneau, les résidences secondaires représentent 1 % du parc de logements. Le dispositif de majoration n'apporterait pas des recettes significatives dans ces conditions. Quant à la taxe sur les logements vacants, c'est un autre sujet.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Vote le maintien du taux de la taxe d'habitation, désormais applicable aux seules résidences secondaires et aux logements vacants, à 10,09 % pour 2023.

Article 2 : Vote le maintien du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties à 0,30 % pour 2023.

Article 3 : Vote le maintien du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties à 1,84 % pour 2023.

Article 4 : Vote le maintien du taux de la Cotisation Foncière des Entreprises à 24,19 % pour 2023.

Article 5 : Décide de maintenir les conditions d'application des taux de TEOM et la notion de tournée.

Article 6 : Vote pour 2023 le maintien des taux de TEOM applicables en 2022 tels que présentés ci-dessous :

Fréquence hebdomadaire et éloignement	Taux 2023
1 tournée > 200 m	6,91 %
1 tournée	7,69%
2 tournées	8,91 %

Arrivée de Bernard GOALEC avant le vote du projet de délibération se rapportant à la reprise anticipée des résultats 2022.

DCC2023_007 Reprise anticipée des résultats 2022 aux budgets primitifs 2023

Résumé :

L'article L231-5 du code général des collectivités territoriales prévoit que "le conseil peut, au titre de l'exercice clos et avant adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou le cas échéant l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Débats :

Ce n'est pas la délibération la plus glamour mais elle permet d'affecter temporairement les résultats pour connaître le besoin de financement de l'année 2023 notamment. Il s'agit donc de proposer l'affectation des résultats de l'année 2022 soit en section de fonctionnement soit en section d'investissement.

Frédéric KERLAN précise qu'il reviendra au prochain conseil d'Avril sur le résultat puisque ce n'est pas l'objet de cette délibération. Ceci dit, le résultat global 2022 de la collectivité est bon grâce à la maîtrise des charges et une bonne dynamique des produits.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise la reprise anticipée et l'affectation des résultats de l'exercice 2022 aux budgets primitifs 2023 conformément au tableau présenté ci-dessus.

Finances

Présentation du budget par le vice-Président Frédéric KERLAN :

Préalablement aux votes des budgets, Frédéric KERLAN propose d'en faire aux conseillers communautaires une lecture synthétique.

« En introduction, et comme j'ai pu vous l'indiquer lors du Rapport d'Orientation Budgétaire, nous avons un budget 2023 qui a pris pleinement le transfert de compétences avec notre passage en Communauté d'agglomération.

Je rappelle aussi que nous sommes passés en nomenclature M57 pour le budget principal et que nous avons fusionné en 2023 le budget principal avec le budget économie et Moulin Mer pour une meilleure lisibilité budgétaire.

Nous avons aussi fusionné les budgets annexes Eau (Eau du Ponant) et Eau DSP en cours (Véolia). Concerne notamment Hanvec et le contrat avec son délégataire.

Avec cette simplification, nous passons de 9 à 6 budgets :

- Le budget principal donc
- Le budget du CLIC
- Le budget assainissement en délégation avec Eau du Ponant
- Le budget eau
- Le budget photovoltaïque
- Le budget réseau de chaleur

Le total des dépenses réelles incluant fonctionnement et investissement est de 40M€.

Il progresse de +2% par rapport au BP 2022.

Le budget principal avec 37M€ correspond à 92% des dépenses et il intègre donc en 2023 le budget économie et le budget Moulin mer.

Les dépenses de fonctionnement sont budgétisées à 29.2M€ et en progression attendue de +6% par rapport au BP 2022.

Je reviendrai plus loin et plus précisément sur les principaux impacts budgétaires mais c'est essentiellement l'énergie et les ressources humaines qui sont en évolution importante en 2023.

Le budget principal gère 94% des dépenses de fonctionnement avec 27.5M€.

Les recettes réelles de fonctionnement sont budgétisées à 34. 3M€ et à hauteur de 96% pour le budget principal pour 32.4M€.

Nous sommes ici en comparaison de budget à budget. Les recettes ayant été meilleures en 2022 que prévues au budget, nous pensons maintenir le niveau des produits globalement compte tenu de la revalorisation des bases à +7.1%, le maintien des taux et le maintien des dotations de l'Etat notamment.

Nous avons aussi mis en place le versement mobilité pour les communes pour financer le plan mobilité et qui devrait apporter 800 000€ dont 600 000€ de la commune de Landerneau qui appliquait déjà ce versement à hauteur de 0.45%. Pour les autres communes, le taux sera de 0.25%.

Et si 2023 semble désormais éclairée sur les produits, il y a encore des discussions sur la répartition de la fin de la CVAE sur les prochaines années.

Le total des dépenses d'investissement est de presque 11M€ avec 80% sur le budget général.

Je ne reviens pas sur ces dépenses puisqu'elles sont issues de la programmation pluriannuelle des investissements que nous venons de voter.

Les budgets annexes assainissement et eau sont en délégation. Ainsi, cela masque un peu les véritables enjeux budgétaires puisque plus réellement, nous investissons via le délégataire :

3.6M€ en travaux liés à l'eau potable

1M€ en assainissement avec un schéma directeur attendu dans les prochains mois par EDP.

Nous aurons d'ailleurs au cours de l'année à éclairer les relations financières et budgétaires avec ce délégataire.

Les recettes réelles d'investissement sont attendues proches de 9M€.

Je rappelle que seules les subventions connues et certaines sont inscrites au budget.

Nous devrions être accompagnés, en subventions, sur les thématiques de transition écologique et énergétique et nous serons attentifs à prioriser ces dossiers et à instruire les demandes de subventions pour accompagner ces dépenses d'investissement qui doivent s'inscrire dans la durée.

Par ailleurs, la compensation sur la CVAE ne se fait pas à l'Euro près puisque les bases sont celles de 2022 alors que 2023 sera une année boostée par l'inflation et l'activité. Il en ressort un manque à gagner national de 650M€ que l'Etat a alors fléchi sur les fonds verts.

Nous verrons si ce sont des fonds verts à moitié vides ou des fonds verts à moitié pleins !

Je vais vous présenter les principaux points saillants de cet exercice budgétaire sur les différents chapitres :

011 charges à caractère générales : 12M€ dont des impacts majeurs cette année :

Energie : +500K€ à +800K€ sont les montants prévus en 2022/2023.

Nous avons été volontairement prudent sur ce poste puisque l'impact global mesuré est de 1M€ pour la communauté.

Mais des échanges sont en cours avec le SDEF pour revoir les contrats signés au plus mauvais moment.

Et des boucliers, amortisseurs, filets de sécurité énergétiques qui seront activés mais dont on n'a pas encore entière visibilité.

Nous n'aurons pas le bouclier énergétique.

Nous risquons de ne pas avoir le filet énergétique, mais nous devrions avoir l'amortisseur énergétique.

Cela devrait donc moins impacter que prévu mais vous comprendrez qu'on a joué la prudence sur ce tableau.

Les coûts des matériaux et des petits équipements suivent notamment l'évolution de l'inflation. Nous avons budgétisé une hausse de 130K€.

Des crédits pour le déploiement du Plan Climat Air Energie à hauteur de 165K€ pour des actions qui seront forcément transversales dans les différentes thématiques.

Et puis les grands portages de la Communauté : mobilité, déchets pour ne citer qu'eux.

012 charges de personnel : presque 6M€ avec une évolution de + 12%

Il y a plusieurs facteurs qui expliquent cette évolution importante :

L'évolution du régime indemnitaire qui joue à plein en 2023,

L'évolution du point en année pleine sur 2023 en lien avec l'inflation,

Les recrutements, notamment ceux de 2022 qui sont en année pleine en 2023, et aussi des créations de postes notamment en informatique pour accompagner la mutualisation.

La ressource humaine est un enjeu primordial pour la collectivité car ce sont bien les agents qui produisent et accompagnent un service à la population.

Et certains postes sont aussi accompagnés en financement que nous retrouvons en produits.

014 : atténuation de produits

Ce sont les attributions de compensation et FNGIR. Elles ont impacté des transferts de compétence de 2022 : GEPLU et mobilité.

Cela représente 6. 3M€.

65 : subventions et autres charges de gestion

Nous les avons vues.

Avec les fusions des budgets économie et moulin mer, nous éliminons les subventions d'équilibre donc cela baisse en volume en produits et charges.

66 les charges financières :

Sur le budget général, elles baissent avec la baisse des emprunts de ces dernières années mais avec la fusion des budgets économique et moulin mer qui portent une dette conséquente, cela augmente quand on compare de BP à BP.

Nous serons impactés par l'augmentation des taux mais cela restera contenu.

Sur les recettes :

D'un montant de 32.4€, elles sont ainsi ventilées :

70 : on a fixé les produits des services à 3M€, ils seront légèrement boostés par le coût de l'inflation. C'est notamment les loyers du budget économie.

73 : les impôts et taxes pour 21.5M€ avec un effet augmentation des bases de 7.1% et le versement mobilité pour ceux qui n'y cotisaient pas.

Les produits ont été dynamiques en 2022 car la compensation de l'Etat par la TVA s'est faite sur des bases de croissance de +6%.

La croissance 2023 est attendue inférieure à 1% donc avec le décalage, nous pourrions nous attendre à un moindre dynamisme les prochaines années. C'est ce que je vous indiquais dans le rapport d'orientation budgétaire.

Ces produits fiscaux représentent 66% des recettes de fonctionnement.

74 : dotations et participations pour 4.6M€ et 14% des recettes. Nous attendons plutôt une stabilité par rapport aux dotations perçues en 2022.

Au global, sur ces bases budgétaires, et avec l'impact du résultat 2022, nous n'aurions probablement pas besoin de solliciter un emprunt en 2023.

C'est une très bonne nouvelle pour la collectivité puisque cela permet de protéger notre avenir dans ces temps incertains et de poursuivre notre désendettement dans cette période de tension sur les taux.

Toutes les collectivités ne sont pas dans cette situation, je le précise.

Je vous propose de faire un focus sur les éléments impactant de cette année :

- AQUALORN
- DECHETS
- MOBILITÉ

Vous commencez à avoir l'habitude de ces focus qui permettent de donner une visibilité à certains équipements ou grands enjeux de la collectivité.

Sur le budget AQUALORN, nous avons un budget de dépenses réelles proche de 2.6M€ dont 2.1M€ en fonctionnement.

C'est clairement l'outil le plus impacté par l'augmentation de l'énergie puisque le combustible et l'énergie devraient progresser de +200% pour représenter près de 1M€ de dépenses.

Des actions sont en cours pour limiter ces hausses.

Ainsi, le besoin de financement en fonctionnement qui était inférieur au million d'Euros (700K€) les années précédentes vient à hauteur de 1. 3M€.

En programmation d'investissement, nous lançons les études pour connaître ce qu'il faudrait faire pour améliorer cet équipement qui a particulièrement souffert de la COVID 19 en 2020 et de l'impact de l'énergie en 2023.

Sur le budget des déchets, nous avons un besoin de financement de 1.2M€ dont 633K€ en fonctionnement pour un budget de 6.5M€.

Le coût de traitement des déchets évolue fortement ces dernières années tant au niveau de la réputation, du tri sélectif et des déchetteries.

Les coûts sont ainsi répartis

La réputation pour 2.6M€

Les déchetteries pour 2.5M€

Le tri sélectif pour 1M€

Sur la mobilité dont la compétence a été transférée récemment, les dépenses réelles sont à hauteur de 2.4M€.

Le besoin de financement est de 378K€ dont 343K€ en fonctionnement. Il est limité avec la mise en place du versement mobilité qui devrait rapporter 800K€ en produits mais dont 600K€ sont déjà fléchés vers le réseau Arbus et la location des vélos électriques.

Si vous me le permettez : sans en connaître un rayon, il faudra en garder sous la pédale dans les prochaines années pour ne pas avoir le nez dans le guidon dans cet enjeu d'importance.

Sur l'énergie, c'est le sujet du moment et cela impacte très fortement les collectivités.

A la Communauté, comme j'ai pu déjà vous l'indiquer, en évolution de brut, c'est +1M€ notamment sur l'électricité et le gaz.

Et Aqualorn, la MSP et la Cimenterie représentent 75% des évolutions de consommation.

Et les boucliers, amortisseurs, filets de sécurité actionnés en 2023 devraient permettre de limiter les dégâts.

Ceci dit, nous aurons à déployer dans le cadre de notre PCAET (plan climat air énergie) et à tous les étages des solutions de long terme.

Cela passera par la diversification des sources d'énergie mais aussi par des gestes responsables et solidaires.

La chaudière à bois de la CAPLD qui chauffe Aqualorn, notamment, en est un bon exemple même si elle subit elle aussi des impacts tarifaires.

Les panneaux photovoltaïques récemment déployés devraient aussi y participer.

Avec nos actions et le bouclier énergétique, nous espérons limiter ces impacts.

Nous espérons aussi des renégociations au niveau du SDEF pour revoir les contrats. Toutes les collectivités sous contrat avec le SDEF ont pu remonter leur insatisfaction des contrats négociés.

Mais cela n'enlèvera pas le fond du problème qui est de diversifier les sources d'énergie dans un cadre de développement durable.

Voilà avec ce focus sur l'énergie et l'électricité, vous ne pouvez pas dire que vous n'êtes pas au courant !

Une dette à 16.9M€ composé de 61 emprunts avec un taux moyen de 3.31%.

L'annuité de la dette est de 2.5M€. Cela veut dire que nous nous sommes désendettés encore en 2022 de 2.5M€. Et cela a été le cas ces dernières années.

La durée de vie moyenne des emprunts est faible avec moins de 5 années.

Et avec des taux variables à moins de 10%, nous sommes relativement protégés des évolutions de taux.

Et je vous rappelle que la dette est portée :

à 40% par le budget assainissement

à 51% par le budget principal avec la fusion du budget économie et moulin mer

Les dépenses de fonctionnement ont évolué avec les transferts de compétence et les impacts liés à l'énergie, l'inflation.

Mais ce n'est pas une crise de croissance car nous gérons plutôt bien les fondamentaux liés à ces évolutions.

Nous devrions dégager au minimum un autofinancement sur le budget principal de 3.2M€. Cet autofinancement permettra de financer nos investissements tels que présentés précédemment.

Je vais passer rapidement sur les budgets annexes avec :

Le budget photovoltaïque qui est un budget de fonctionnement de 60K€

Le budget réseau de chaleur qui est un budget de fonctionnement de 310K€ et dont les investissements 2023 seront moindres car des travaux importants ont été réalisés en 2022

Le budget Eau avec la DSP avec Eau du Ponant pour 300K€ de budget de fonctionnement mais représentant des travaux pour la CAPLD à hauteur de 3.6M€

Le budget assainissement d'environ 1M€ en délégation Eau du Ponant

Le budget du Clic qui est un budget de fonctionnement de 152K€ équilibré par le budget principal à hauteur de 100K€

Au final, nous aurons, sur ces bases budgétaires une capacité d'autofinancement attendu de 3.3M€ sur les budgets hors eau et assainissement et 2.6M€ tous budgets confondus.

C'est inférieur au BP 2022 de l'ordre de 500K€ mais avec le résultat 2022, cela permettra de financer notre plan d'investissement sans recours important à l'emprunt.

En conclusion, chers collègues élus, vous le savez, nous n'avons pas été épargnés depuis 2020 dans les aléas de la vie budgétaire.

Nous avons de bonnes nouvelles :

Nous avons les moyens de mener notre projet de territoire et nous adapter aux changements nécessaires et irrémédiables sur les transitions.

Nous avons des fondamentaux financiers sains. Cela paraît simple de le dire mais que dirions-nous si nous étions dans des goulots d'étranglement et qu'il faille prendre des décisions drastiques !

Nous protégeons notre avenir.

Mais nous avons aussi des points de vigilance :

Car nous avons bénéficié de dynamique de produits ces 2 dernières années avec une bonne activité économique (un taux de croissance en 2021 de 7%).

L'Etat a annoncé réfléchir aux différents scénarii de compensation de la CVAE laissant penser que le fléchage n'est pas définitivement acquis aux EPCI.

Et nous savons que notre budget de fonctionnement sera plus tendu les prochaines années avec les transferts de compétences notamment.

Mais nous gardons des marges pour les investissements avec une dette qui baisse depuis plusieurs années. C'est un désendettement entre 2022 et 2023 qui est proche de 5M€.

Voilà, chers collègues, je pense que nous sommes tous animés par le « faire bien » sur le long terme et ne pas laisser de dettes exagérées aux générations futures.

Et je remercie les Vices Président pour leurs apports car je sais que les arbitrages budgétaires ne sont pas toujours faciles.

Je remercie aussi les commissions pour leurs éclairages et leurs avis favorables.

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2023_008 Budget principal - Adoption du BP 2023

Résumé :

Le budget primitif 2023 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURÉ Tiphaine

Article 1 : Adopte le BP 2023 du budget principal tel que résumé ci-dessus.

DCC2023_009 Budget Eau - Vote du BP 2023

Résumé :

Le budget primitif 2023 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans les tableaux ci-après, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2
BODILIS Jean-François, LETEURÉ Tiphaine

Article 1 : Adopte le BP 2023 du budget annexe Eau tel que présenté ci-dessus.

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2023_010 Budget Assainissement - Vote du BP 2023

Résumé :

Le budget primitif 2023 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans les tableaux ci-après, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURÉ Tiphaine

Article 1 : Adopte le projet de BP 2023 du budget Assainissement tel que résumé ci-dessus.

DCC2023_011 Budget Photovoltaïque - Vote du BP 2023

Résumé :

Le budget primitif 2023 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans les tableaux ci-après, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURÉ Tiphaine

Article 1 : Adopte le BP 2023 du budget annexe Photovoltaïque tel que présenté ci-dessus.

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2023_012 Budget Réseau de chaleur - Vote du BP 2023

Résumé :

Le budget primitif 2023 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans les tableaux ci-après, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine

Article 1 : Adopte le BP 2023 du budget annexe Réseau de chaleur tel que présenté ci-dessus.

DCC2023_013 Budget CLIC - Vote du BP 2023

Résumé :

Le budget primitif 2023 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 45

Abstention : 2

BODILIS Jean-François, LETEURÉ Tiphaine

Article 1 : Adopte le BP 2023 du CLIC tel que présenté ci-dessus.

DIRECTION GÉNÉRALE

Affaires générales

DCC2023_014 Les Tourbières de Langazel - Animation du DOCOB du site Natura 2000 : candidature à l'appel à projet Région Bretagne : années 2023 et 2024 Participation communautaire 2023 pour les opérations découverte milieu naturel

Résumé :

Structure porteuse de l'animation du document d'objectifs du site Natura 2000, la Communauté mobilise les financements dédiés en répondant à l'appel à projets de la Région Bretagne pour l'exercice 2023 et 2024

Débats :

Morgane QUENTRIC-BOWMAN fait part des changements intervenus en 2023 :

Jusqu'à présent le financement de l'animation du DOCOB faisait appel essentiellement aux crédits de l'Etat : le ministère chargé de la transition écologique

(MTE) et aux crédits de l'Union européenne via le FEADER (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural) à raison d'une dépense couverte à 47 % par l'Etat et 53 % par l'Europe.

Les missions d'animation des sites Natura 2000 exclusivement terrestres (c'est le cas du site de Langazel) ont été transférées aux Régions à partir du 1er janvier 2023, ceci en cohérence avec le fait que les Régions jouent un rôle majeur en matière de préservation de la biodiversité et gèrent les fonds européens.

Il en résulte que désormais ce sont des financements FEDER qui viendront en appui à l'animation du DOCOB d'un site Natura 2000 ; ces aides remplacent les financements FEADER redéployées sur les aides aux agriculteurs dans le cadre de la PAC.

Le financement FEDER interviendra dans la limite de 60 % du montant total éligible du projet.

Le cofinancement de la Région pourra intervenir quant à lui dans la limite de 40 % du montant du projet avec un total d'aides publiques qui peut être égal à 100 %.

L'instruction des dossiers dans le cadre de l'appel à projet 2023 sera faite non plus par la DDTM29 mais par les services instructeurs de la Région.

Autre changement important, la demande de financement peut être faite désormais sur plusieurs années et non plus annuellement; il sera donc proposé de solliciter les financements au titre de 2023 et 2024.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Autorise le Président à :

- répondre à l'appel à projet Région Bretagne pour solliciter les subventions pour les prestations de service pour la gestion et l'animation du site Natura 2000 qui seront attribuées dans le respect des règles en vigueur concernant la commande publique suivant le tableau ci- dessous, auprès de la Région Bretagne et de l'Union Européenne (FEDER) :

Dépenses prévisionnelles à engager			Financement	%
	2023	2024		
Prestation de service pour l'animation DOCOB	17 500 €	17 500 €	35 000 €	
Région Bretagne	7 000 €	7 000 €	14 000 €	40%
Union Européenne(FEDER)	10 500 €	10 500 €	21 000 €	60%
Total	35 000 €	17 500 €	17 500 €	100%

- signer la convention financière 2023 et 2024 avec la Région Bretagne

- verser une participation de 3 000 € à titre de soutien à l'association de Langazel pour organiser l'accueil du public pour les opérations de découverte des milieux naturels.

AMÉNAGEMENT

Tourisme

DCC2023_015 Fonds de concours : aménagement d'une borne multi-services pour camping-cars - Commune de La Martyre

Résumé :

La commune de La Martyre sollicite le soutien de la Communauté d'agglomération pour contribuer au financement d'une borne multi-services pour faciliter l'accueil des camping-cars sur la commune.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Fixe le taux de fonds de concours à 50 % du reste à charge prévisionnel de la commune selon le plan de financement qui suit, soit une participation communautaire estimée à 10 000 €, participation qui sera ajustée en plus ou en moins en fonction des autres aides obtenues et en fonction du coût définitif du projet.

Plan de financement prévisionnel

Montant total HT du projet (ou TTC si non-récupération de la TVA)

Dépenses		Recettes (préciser si obtenues, sollicitées)	
Poste	Montant (€)	Financier	Montant (€)
Borne Euro Relais	3 253,50	DETR 2022 (sollicitée)	Néant
Raccordements Eau Potable et eaux usées	4 086,91	Fonds de concours CAPLD	10 000 €
PFAC (participation forfaitaire à l'assainissement collectif)	3 000,00		
Maçonneries /raccordements	5 342,00		
Panneau d'informations touristiques (conception/réalisation)	3 500,00	Commune	10 000 €
Aléas	817,59		
Total	20 000,00 €	Total	20 000,00 €

Article 2 : Autorise le Président à passer une convention pour fixer les conditions de versement du fonds de concours qui sera versé sur demande de la commune et sur production d'un décompte général et définitif des dépenses et des recettes sachant que la Commune maître d'ouvrage doit supporter 20 % du montant de l'opération.

AMÉNAGEMENT

Mobilité

DCC2023_016 Fonds de concours mobilité/tourisme : sentier de l'Elorn - Commune de Plouédern

Résumé :

La Commune de Plouédern sollicite les volets mobilité et tourisme du fonds de concours de la Communauté pour la réalisation de l'aménagement du sentier de l'Elorn. Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer une participation de la Communauté à cette opération.

Débats :

Patrick LECLERC indique que ce tronçon financé par les fonds de concours prolonge l'itinéraire aménagé sur Landerneau pour aboutir au niveau de keramon ; il reste une passerelle à aménager pour parfaire la continuité du sentier vers la Roche-Maurice.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Fixe le taux de fonds de concours à 50 % du reste à charge prévisionnel de la commune selon le plan de financement qui suit, soit une participation

communautaire estimée à 44 216,80 €, participation au projet d'aménagement du sentier de l'Elorn qui sera ajustée en plus ou en moins en fonction des autres aides obtenues et en fonction du coût définitif du projet.

Plan de financement prévisionnel

Base prise en compte pour l'attribution du fonds de concours (dépenses éligibles) : 139 778 €

Plan de financement	
DETR 2018 (accordé sur le montant total du projet)	51 344,40 €
Reste à charge communal	88 433,60 €
Proposition de participation de la Communauté à hauteur de 50% du reste à charge communal	44 216,80 €

Article 2 : Autorise le président à passer une convention pour fixer les conditions de versement du fonds de concours qui sera versé sur demande de la commune et sur production d'un décompte général et définitif des dépenses et des recettes sachant que la Commune maître d'ouvrage doit supporter 20 % du montant de l'opération.

DCC2023_017 Fonds de concours : aménagement bas-bourg - Commune de la Roche-Maurice

Résumé :

La commune de La Roche-Maurice a sollicité le fonds de concours de la Communauté pour son projet de création d'une piste cyclable bidirectionnelle et de requalification des espaces publics du bas bourg et de ses abords.

Débats :

Lénaïc BLANDIN précise que les consultations vont être lancées pour un début des travaux prévus en mai 2023.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Fixe le taux de fonds de concours à 50 % du reste à charge prévisionnel de la commune selon le plan de financement qui suit, soit une participation communautaire estimée à 135 502,78 € à ce jour pour le projet d'aménagement de l'itinéraire cyclable et des aménagements liés au service de transport scolaire. Cette participation sera ajustée en plus ou en moins en fonction des autres aides obtenues et en fonction du coût définitif du projet.

Plan de financement prévisionnel

Base prise en compte pour l'attribution du fonds de concours (dépenses éligibles) : 612 309 €

Plan de financement	
Tranche ferme	263 708,00 €
Tranche optionnelle n°1	

	218 145,00 €
Tranche optionnelle n°2	130 456,00 €
TOTAL DÉPENSES ÉLIGIBLES	612 309,00 €
France Relance - plan mobilités actives (obtenue)	244 403,44 €
Région Bretagne - Bien vivre partout en Bretagne - (refusée)	- €
CD 29 - PACTE Finistère volet 2 - prorata de la partie vélo (obtenue)	39 900,00 €
DETR 2022 - prorata de la partie vélo (obtenue)	57 000,00 €
Reste à charge communal	271 005,56 €
Proposition de participation de la Communauté à hauteur de 50% du reste à charge communal	135 502,78 €

Article 2 : Autorise le Président à passer une convention pour fixer les conditions de versement du fonds de concours tenant compte de la pluri-annualité du projet et qui sera versé sur demande de la commune et sur production d'un décompte général et définitif des dépenses et des recettes sachant que la Commune maître d'ouvrage doit supporter 20 % du montant de l'opération.

SERVICES À LA POPULATION

Nautisme

DCC2023_018 Activités nautiques : tarification 2022-2023 - Abrogation de la délibération n°DCC2022_035

Résumé :

Le conseil de Communauté est appelé à corriger la délibération n°DCC2022_035 approuvant les tarifs des activités nautiques pour l'année scolaire 2022/2023. Le tarif de la journée de classe de mer pris en compte était celui de l'année 2020 (et non 2021) et l'indice INSEE n'a pas été appliqué correctement. Il est ainsi proposé de fixer le tarif de la journée de classe de mer à 28,22 € (au lieu de 27,04€).

Débats :

Nathalie GODET précise que cette délibération n'a pas d'autre objet que de régulariser sur la base des bons indices les tarifs applicables à l'année scolaire 2022-2023.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Dit que la présente délibération abroge la délibération DCC2022_035 du 8 avril 2022

Article 2 : Décide de fixer les tarifs appliqués en 2022/2023 pour la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023 de la manière suivante

Tarif 2022/2023	
Montant séance par enfant pris en charge par la CAPLD	
Une séance voile	18,47 €
Une séance kayak	14,12 €
Une journée classe de mer	28,22 €

Sur cette base, les forfaits proposés pour l'année scolaire 2022-2023 sont les suivants (pour rappel : 60 % du tarif est forfaitisé et 40 % est calculé pour le nombre réel d'élèves) :

Forfait primaire CAPLD (prise en charge de l'activité à 100%)				
	0 - 11 élèves	12 - 24 élèves	25 - 36 élèves	37 élèves et + (base de 40)
Voile	121,90 €	265,97 €	398,95 €	443,00 €
Canoë-kayak	93,19 €	203,33 €	304,99 €	338,88 €
Tarif par élève participant				
Voile	7,39 €			
Canoë-kayak	5,65 €			
Forfait secondaire CAPLD (prise en charge de l'activité à 50%)				
	0 - 11 élèves	12 - 24 élèves	25 - 36 élèves	37 élèves et + (base de 40)
Voile	60,95 €	132,98 €	199,48 €	221,64 €
Canoë-kayak	46,6 €	101,66 €	152,5 €	169,44 €
Tarif par élève participant				
Voile	3,69 €			
Canoë-kayak	2,82 €			
Classes de mer				
Primaire (100 % de l'activité)	28,22 € par jour et par élève			
Secondaire (50 % de l'activité)	14,11 € par jour et par élève			

SERVICES À LA POPULATION

Solidarités

DCC2023_019 Participation financière à la rencontre départementale jeunesse

Résumé :

La Fédération des Centres sociaux et socioculturels de Bretagne sollicite la Communauté pour une aide financière de 1 000 € suite à l'organisation de la rencontre départementale jeunesse qui a eu lieu le 10 décembre 2022 au centre des congrès de Mescoat.

Débats :

Jean-Luc LE SAUX précise que de l'ordre de 130 personnes ont participé à cette rencontre départementale jeunesse du 10 décembre dernier au Centre des Congrès de Mescoat.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Décide de l'octroi d'une aide financière à hauteur de 1 000 € à la Fédération des Centres sociaux et socioculturels de Bretagne.

DCC2023_020 Fonds de concours : réhabilitation d'un local en cabinet médical - Commune de La Roche-Maurice

Résumé :

Les élus de La Roche-Maurice envisagent la réhabilitation d'un local en cabinet médical pour accueillir de nouveaux praticiens. Ils sollicitent le versement d'un fonds de concours communautaire.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Fixe le taux du fonds de concours à 40 % du reste à charge prévisionnel de la commune (119 638 €) selon le plan de financement qui suit, soit une participation communautaire estimée à 47 855,20 € à ce jour, participation qui sera ajustée en plus ou en moins en fonction des autres aides obtenues et en fonction du coût définitif du projet.

Plan de financement

Montant total HT du projet (ou TTC si non-récupération de la TVA)

Dépenses		Recettes (préciser si obtenues, sollicitées)	
Poste	Montant (€)	Financier	Montant (€)
Travaux	115 793 €	Département volet 1 Pacte Finistère 2030, obtenue	21 000 €
AMO	2 901 €	Fonds de concours CAPLD sollicité (reste à charge 119 638 €)	47 855,20 €
MOE	15 000 €	Fonds propres commune (60%)	71 782,80 €
Contrôleur technique	2 500 €		
Coordinateur sécurité	1 500 €		
Diagnostic amiante	1 000 €		
Diagnostic plomb	195 €		
Déplacement compteur eau	530 €		
Déplacement compteur électricité	1 220 €		
Total	140 638 €	Total	140 638 €

Article 2 : Autorise le Président à passer une convention pour fixer les conditions de versement du fonds de concours qui sera versé sur demande de la commune et sur production d'un décompte général et définitif des dépenses et des recettes sachant que la Commune maître d'ouvrage doit supporter 20 % du montant de l'opération.

SERVICES À LA POPULATION

Action sociale liée à l'emploi

DCC2023_021 Mission Locale Pays de Brest : participation 2023 - signature d'un avenant à la convention concernant la mise en oeuvre des politiques publiques d'insertion des jeunes

Résumé :

La convention financière qui lie la Mission Locale du Pays de Brest à la Communauté d'agglomération est arrivée à échéance le 31 décembre 2022. La Communauté n'avait pas souhaité s'engager d'emblée dans une nouvelle convention de 4 ans couvrant la période 2022-2025 et avait préféré s'engager dans une convention annuelle reconductible par voie d'avenant. Le conseil de Communauté sera appelé à autoriser le Président à signer un

avenant prorogeant la convention pour l'année en cours et fixant la participation financière 2023.

Débats :

Lors de la commission cohésion territoriale, les élus ont exprimé la nécessité de pouvoir disposer d'un bilan d'activités de la Mission locale sur le Pays de Landerneau-Daoulas.

Le Président indique que la Mission Locale sera sollicitée à cette fin, pour effectivement dresser un bilan concret de ses activités sur le territoire permettant d'évaluer leurs actions en faveur du public 16-25 ans en matière d'insertion sociale et professionnelle.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le Président à signer l'avenant à la convention pour l'exercice 2023 avec la Mission Locale sur les bases d'un ratio de 1,73 €/habitant en retenant comme nombre d'habitants, la population totale correspondant au dernier recensement de l'INSEE connu (décembre 2022 : 50 614 habitants) soit une participation 2023 de 87 562,22€.

TECHNIQUES

Politique énergétique

DCC2023_022 Fonds de concours : rénovation énergétique du complexe Roch Morvan - Commune de La Roche-Maurice.

Résumé :

Les élus de La Roche-Maurice envisagent la rénovation énergétique du complexe Roch Morvan, bâtiment le plus énergivore de la commune. Ils sollicitent le versement d'un fonds de concours communautaire.

Débats :

Alexandra GUILLORÉ souligne que le nouveau dispositif des fonds de concours est structuré autour de 2 axes :

D'une part, les projets communaux liés à une politique communautaire,

D'autre part, les projets communaux structurants qui s'inscrivent dans le cadre du projet de territoire.

Cette distinction est essentielle car l'approche de la Communauté est différente selon l'axe dont relève le projet présenté.

S'agissant des projets communaux liés à une politique communautaire, le taux de fonds de concours calculé sur le reste à charge est toujours de 50%.

Par contre, pour les projets qui s'inscrivent dans le cadre du projet de territoire, le taux de fonds de concours de base appliqué au reste à charge de la commune est de 30%.

Ces 30% peuvent être majorés selon les conclusions de l'instruction du projet : + 10% si les conditions cumulatives suivantes sont réunies :

- ✓ Sobriété foncière
- ✓ Impact environnemental minimisé (consommation de chaleur d'origine renouvelable, matériaux bio-sourcés, gain en termes d'émission de GES et de consommation en énergie primaire, accès à l'équipement par des cheminements doux...)

Une majoration supplémentaire de 10% peut être appliquée si le projet est mutualisé (mutualisation appréciée par rapport à l'usage de l'équipement ou au portage du projet).

Concernant la rénovation énergétique de la salle Roch-Morvan, le taux de base de 30 % de fonds de concours est proposé puisque l'instruction n'a pas permis d'établir que sur le critère impact environnemental minimisé ou mutualisation de l'équipement, les conditions étaient remplies pour une éventuelle majoration à un titre ou à un autre, ou pour les 2 registres.

Lénaïc BLANDIN après avoir précisé que les travaux de rénovation thermique sont réceptionnés remercie la Communauté pour son accompagnement des projets de la commune par la nouvelle politique des fonds de concours votée lors du conseil de Communauté du 24 juin 2022. Ce ne sont pas moins de 3 projets de la commune qui sont accompagnés à ce titre.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Fixe le taux du fonds de concours à 30 % du reste à charge prévisionnel de la commune selon le plan de financement qui suit, soit une participation communautaire estimée à 29 425,43 € à ce jour, participation qui sera ajustée en plus ou en moins en fonction des autres aides obtenues et en fonction du coût définitif du projet.

Plan de financement prévisionnel

Montant total HT du projet (ou TTC si non-récupération de la TVA) : 217 241.99 €

Dépenses		Recettes (préciser si obtenues, sollicitées)	
Poste	Montant (€)	Financier	Montant (€)
Travaux	189 977.58 €	DSIL 2020 - obtenue (29.85%)	64 846.73€
Travaux en régie changement du ballon d'eau chaude	620.41 €	Région, <i>Bien vivre partout en Bretagne 2021</i> obtenue (25%)	54 310.49 €
Etude préalable et diagnostic énergétique	4 690€	Fonds de concours CAPLD sollicité (30% du reste à charge) (98 084.77 €)	29 425.43€
Maîtrise d'œuvre	19 000 €	Fonds propres commune (31.61%)	68 659.34€
Contrôle technique	1 904€		
Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé	1 050€		
Total	217 241.99 €	Total	217 241.99 €

Article 2 : Autorise le Président à passer une convention pour fixer les conditions de versement du fonds de concours qui sera versé sur demande de la commune et sur production d'un décompte général et définitif des dépenses et des recettes sachant que la commune maître d'ouvrage doit supporter 20 % du montant de l'opération.

Arrivée de Julien POUPON pendant la présentation du projet de délibération se rapportant aux fonds de concours : élargissement de la route de la déchèterie.

Commune de Plouédern

Résumé :

La commune de Plouédern souhaite élargir et réaliser la réfection de la couche de roulement de la VC 28 desservant la déchèterie et la zone de Saint-Eloi. Elle sollicite un fonds de concours auprès de la Communauté d'agglomération.

Débats :

Chantal SOUDON souligne que l'élargissement de la voie tient compte de la file d'attente qu'il faudra gérer à la déchèterie du fait de l'instauration des mesures de fréquentation de l'équipement d'apport volontaire tout en garantissant une fluidité d'accès à l'équipement. Le dossier a été travaillé de telle sorte que cette file d'attente n'engendre pas d'engorgement sur la voie.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Fixe le taux de fonds de concours à 50 % du reste à charge prévisionnel de la commune selon le plan de financement qui suit, soit une participation communautaire estimée à 30 913,25 € à ce jour, participation qui sera ajustée en plus ou en moins en fonction des autres aides obtenues et en fonction du coût définitif du projet.

Plan de financement prévisionnel

Montant total HT du projet (ou TTC si non-récupération de la TVA) : 61 826,50 € HT

Recettes			
Financier	Montant sollicité	Accord ou refus	Pourcentage
CAPLD	30 913,25 €	en attente	50%
Etat DETR	12 365,30 €	refus	20%
Total des recettes espérées	30 913,25 €		50%
Reste à charge pour Plouédern	30 913,25 €		50%
Total des dépenses	61 826,50 €		

Article 2 : Autorise le Président à passer une convention pour fixer les conditions de versement du fonds de concours qui sera versé sur demande de la commune et sur production d'un décompte général et définitif des dépenses et des recettes sachant que la commune maître d'ouvrage doit supporter 20 % du montant de l'opération.

TECHNIQUES

Eau potable

DCC2023_024 Convention de vente d'eau potable en gros vers Rumengol

Résumé :

Au 1er janvier 2019, la Communauté a pris la compétence eau potable sur son territoire. Sur ce territoire, une vente d'eau potable en gros est assurée vers Rumengol, rattaché à la Commune du Faou et hors territoire communautaire. Une convention de vente d'eau existait entre le Syndicat du Cranou et la Commune du Faou qu'il convient de mettre à jour.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la convention de vente d'eau en gros présentée en annexe,

Article 2 : Autorise le Président à signer la convention et ses avenants.

DCC2023_025 Sollicitation de la DETR 2023 sur des opérations de renouvellement de canalisation d'eau potable inscrites dans la programmation de travaux 2023 entre la CAPLD et la SPL Eau du Ponant

Résumé :

Dans le cadre de la délégation de service public, la SPL Eau du Ponant projette de réaliser en 2023 des opérations de renouvellement de réseaux d'eau potable, de sécurisation de la ressource en eau, d'interconnexion de réservoirs. Ces opérations relatives aux travaux d'entretien et de rénovation de réseau de distribution d'eau potable sont éligibles à la DETR 2023 s'agissant pour l'essentiel de lutter plus efficacement contre les fuites d'eau détectées sur les canalisations.

Débats :

Chantal SOUDON indique que ces 4 opérations représentent un montant total de 1,060M€ et que la DETR attendue s'élève au global à 532 500 €.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve ces opérations de renouvellement de réseaux et la priorité de les réaliser sur 2023

Article 2 : Autorise le Président à solliciter la DETR2023 sur ces opérations selon le tableau ci-joint :

Opération	Coût prévisionnel € HT	DETR2023 sollicitée € HT
1	180 000	90 000
2	235 000	117 500
3	330 000	167 500
4	315 000	157 500

**TECHNIQUES
GEMAPI**

DCC2023_026 Exercice de la compétence sur le périmètre du bassin versant de l'Elorn - Programme 2023

Résumé :

Par délibération du conseil de Communauté du 8 décembre 2017, la Communauté a fait le choix de confier par convention les missions de gestion des milieux aquatiques au titre de la GEMAPI au Syndicat du Bassin de l'Elorn. La convention, pour la période 2020-2022, arrivant à son terme, il est proposé de renouveler cette convention pour un programme d'actions pour l'année 2023.

Débats :

Patrick LECLERC souhaite demander au Syndicat de bassin de l'Elorn d'intervenir en commission plénière élargie prochainement pour présenter ses activités, programme et projets en lien avec la compétence GEMAPI qui lui a été confiée.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Approuve la convention bilatérale d'engagement définissant les missions exercées et le programme d'actions 2023, jointe en annexe,

Article 2 : Autorise le président à signer la convention et ses avenants.

Environnement

DCC2023_027 Centre de transfert des ordures ménagères : tarifs applicables à partir de 2023

Résumé :

Il est proposé de conserver la grille tarifaire pour 2023.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article unique : Approuve les tarifs 2023 proposés ci-dessous :

	Proposition tarifs applicables à partir de 2023	Unité
Dépôt au centre de transfert des OM de Plouedern	2 €	Tonne
Coût de transport et de traitement	114 €	Tonne

TECHNIQUES

DCC2023_028 Ordures Ménagères : Tarifs et modalités d'application de la Redevance Spéciale à partir de 2023

Résumé :

Il est proposé de reconduire les tarifs 2022 et modalités d'application de la redevance spéciale pour l'année 2023.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Approuve les tarifs de redevance spéciale ci-dessous applicables à partir de 2023 :

	Tarifs 2022	Proposition applicable à partir de 2023	Unité*
Assujettis à la TEOM	135 €	135 €	T
Non assujettis à la TEOM	220 €	220 €	T
Coût horaire supplémentaire	135 €	135 €	H
Habitation légère de loisirs du 15 juin au 15 septembre	60 €	60 €	F1
Gens du voyage séjournant sur le territoire	4 €	4 €	F2

T : Tonne

H : heure

F1 : forfait par emplacement pour la période

F2 : forfait par caravane et par semaine

Les deux forfaits s'appliquent au prorata temporis en sachant que toute semaine commencée est due.

Le coefficient de conversion définissant l'évaluation des tonnages à partir des volumes collectés : 1000 litres = 125 kg

Article 2 : Autorise le Président à signer les conventions avec les usagers du service suivant les dispositions ci-dessus.

DCC2023_029 Tarifs des bacs et des composteurs à partir de 2023**Résumé :**

Il est proposé une nouvelle grille tarifaire.

Débats :

Chantal SOUDON souligne qu'il est proposé d'augmenter uniquement les tarifs des conteneurs pour tenir compte de la hausse des prix ; par contre ce contexte inflationniste sera sans effet sur les tarifs des composteurs que la Communauté a souhaité maintenir au même montant que l'année dernière. Ceci pour développer et encourager au maximum le compostage individuel et diminuer ainsi les déchets ordures ménagères résiduelles à collecter et à traiter par la collectivité. L'obligation pour les collectivités d'avoir à gérer les bio-déchets à partir du 1^{er} janvier 2024 incite la Communauté à développer le compostage individuel et collectif.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Approuve les tarifs de vente de bacs et de composteurs tels qu'indiqués ci-dessous à partir de 2023 :

BACS	Tarifs à partir de 2023
180 litres	17 €
240 litres	19 €
360 litres	31 €
770 litres	84 €
COMPOSTEURS	Tarifs à partir de 2023
300 litres bois	22€
345 litres plastique	22€
600 litres bois	27€
800 litres bois	33€

TECHNIQUES

DCC2023_030 Tarifs des dépôts des professionnels en déchèteries et aires de déchets verts à partir de 2023

Résumé :

Au vu des coûts de gestion des déchets et de notamment de l'augmentation de la Taxe Générale des Activités Polluantes (TGAP), il est proposé une nouvelle grille tarifaire pour le dépôt par les professionnels en déchèterie et aires de déchets verts.

Débats :

Patrick LECLERC évoque la TGAP sur les déchets qui vont en enfouissement ou qui sont incinérés qui devrait encore fortement évoluer et qui incite davantage à trier les déchets pour les orienter vers des filières de valorisation.

Le poids de la TGAP dans le coût des déchets est conséquent ces dernières années.

A tonnage équivalent la TGAP sur les encombrants s'est traduit l'année dernière par un surcoût de 100 000 €. A titre indicatif la TGAP en 2022 pour les encombrants était de 14 euros/tonne.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Valide la grille tarifaire pour l'apport des déchets professionnels en déchèteries et sur les aires de déchets verts,

Article 2 : Autorise le Président à signer les conventions avec les usagers du service.

DCC2023_031 Vente de matériaux : prolongation des contrats de reprise

Résumé :

Vente de matériaux – prolongation des contrats de reprise des matériaux issus de la collecte sélective pour l'année 2023.

Débats :

Il s'agit pour Chantal SOUDON d'ajuster les contrats de reprise avec les contrats de soutien pour avoir la même échéance. Les contrats avec les repreneurs de matière, des flux triés à valoriser via les filières REP instituées doivent être alignés dans leur durée avec les conventions de soutien.

On peut penser que la reprise des matériaux sera mieux valorisée en 2023, on attend une évolution de l'ordre de 7 ou 8 %.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Prolonge les contrats de reprise, par avenant, pour l'année 2023 de :

- VALORPLAST pour la reprise des déchets d'emballages plastiques
- REVIPAC pour la reprise des papiers cartons (sorte 5.2), les cartons de déchèteries (sorte 1.05) et les briques alimentaires (sorte 5.03)
- VERALLIA pour la reprise du verre
- AFFIMET pour la reprise des aluminiums rigides
- GUYOT pour l'acier et l'aluminium
- PYRAL pour les aluminiums souples

Article 2 : Autorise le Président à signer une nouvelle convention pour l'année 2023 avec CELLAOUATE pour la reprise des papiers issus des écoles et des associations ainsi que les avenants de prolongation des contrats de reprise cités précédemment.

TECHNIQUES**DCC2023_032 Prolongation des contrats CITEO emballages et papiers pour 2023****Résumé :**

Les élus sont sollicités pour se prononcer sur la prolongation des contrats qui lient la Communauté à CITEO.

Débats :

Chantal SOUDON indique que les agréments de la filière des emballages ménagers sont arrivés à échéance le 31 décembre 2022.

Les agréments actuels de la filière REP des emballages ménagers (2018-2022) devraient être prolongés sur 2023. De nouveaux objectifs ont été fixés à la filière dans le cahier des charges qui prévaudra pour obtenir les agréments dont l'augmentation du taux de recyclage global ; la loi ADEC du 10 février 2020 a renforcé le cadre des filières REP et prévue des dispositions relatives aux emballages qui entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2023. Ces dispositions sont intégrées au nouveau cahier des charges auquel les éco-organismes doivent répondre.

Marc JEZEQUEL s'interroge sur les conséquences si Citéo n'obtient pas l'agrément. Chantal SOUDON répond que si cela se produisait, il faudrait trouver un autre éco-organisme mais, il n'y a pas de raison de penser que Citéo n'obtiendra pas l'agrément. Ce cas de figure s'est déjà présenté dans le passé où l'agrément était tardif, il y a tout lieu de penser que cet agrément va être prolongé sur l'année 2023.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article 1 : Autorise le Président à signer l'avenant de prolongation des contrats CITEO existants pour l'année 2023,

Article 2 : Autorise le Président à signer un avenant de modification tenant compte des révisions et évolutions des nouveaux cahiers des charges, rétroactif au 1^{er} janvier 2023.

DCC2023_033 Convention de partenariat pour le tri des plastiques durs provenant des déchèteries

Résumé :

Le conseil de Communauté est amené à se positionner sur le renouvellement de la convention qui lie la Communauté à Tribord.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve la poursuite du partenariat avec l'entreprise d'insertion TRIBORD dans le cadre de la création d'une filière d'économie circulaire des plastiques durs,

Article 2 : Autorise le Président à signer la convention de partenariat entre TRIBORD et la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau Daoulas en retenant l'option A (coût de traitement de 150 € HT /tonne avec un taux d'erreur admis de 5%).

TECHNIQUES

DCC2023_034 Nouveau contrat de reprise des déchets d'équipements électriques et électroniques

Résumé :

Dans le cadre du service public de la gestion des déchets, une collecte séparée notamment, des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers a été mise en place par la Communauté.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Constate la cessation, à compter du 30 juin 2022 à minuit, de la convention anciennement conclue entre OCAD3E et la Communauté pour les Déchets d'équipements électriques et électroniques, hors déchets issus des lampes, et autoriser, en conséquence la signature avec OCAD3E de l'« Acte constatant la cessation de la convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) Version 2021»,

Article 2 : Autorise le Président à signer avec OCAD3E l'acte intitulé « Acte constatant la cessation de la convention de collecte séparée des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) Version 2021 » dont un exemplaire est annexé à la présente délibération,

Article 3 : Approuve le contrat intitulé « Contrat relatif à la prise en charge des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets et à la participation financière aux actions de prévention, communication et sécurisation - Version Juillet 2022 »,

Article 4 : Autorise le Président à signer le contrat intitulé « Contrat relatif à la prise en charge des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE) collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets et à la participation financière aux actions de prévention, communication et sécurisation - Version Juillet 2022 », qui prendra effet de manière rétroactive à compter du 1er juillet 2022.

DCC2023_035 Mise en place de deux nouvelles filières à Responsabilité Elargie des Producteurs en déchèteries.

Résumé :

Mise en place des filières Articles de Bricolage et de Jardins, et Jouets (ECOMAIISON).

Débats :

Jean-François BODILIS se demande si la filière Ecomaison ne va pas venir en concurrence avec Ty Jouet. Patrick LECLERC indique que la Communauté va privilégier la filière REP qui se met en place et qui apporte des recettes de reprise de matière et de recyclage. Si l'utilisateur dépose en recyclerie les objets, ils seront orientés vers la filière ad'hoc.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Valide la mise en place sur les deux déchèteries de la CAPLD des nouvelles filières REP pour les articles de bricolage et de jardin d'une part et des jouets d'autre part,

Article 2 : Autorise le Président à signer le contrat de reprise des Articles de Bricolage et de Jardin avec ECOMAIISON,

Article 3 : Autorise le Président à signer le contrat de reprise des jouets avec ECOMAIISON.

AMÉNAGEMENT

Habitat

DCC2023_036 Logements sociaux : pré-programmation 2023

Résumé :

Validation de la pré-programmation des logements sociaux pour l'année 2023: 55 logements pour une inscription budgétaire de 138 000 €.

Débats :

Michel CORRE rappelle que la pré-programmation des logements sociaux aurait dû être votée au conseil de Communauté du 9 décembre 2022. La Communauté ne disposait pas des éléments qui sont apportés par les porteurs de projets, les opérateurs, bailleurs sociaux.

La pré-programmation identifie 5 opérations représentant 55 logements pour un engagement financier prévisionnel de 138 000 € selon les contours des opérations tels qu'ils sont connus à ce jour et qui pourraient évoluer.

La Communauté -on ne le dit pas assez- selon le Président est l'EPCI qui accompagne le plus le logement social dans le département ; Patrick LECLERC indique que la collectivité est plutôt autour de 250 000€ en moyenne annuelle d'engagement aux bailleurs sociaux ; ce chiffre reflète mieux l'effort de la Communauté en faveur de la mixité sociale.

Il indique qu'il y a un travail dans le futur PLH à mener sur la grille des logements sociaux et le type de logements sociaux et les aides communautaires à déterminer.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Prend acte de la pré-programmation ci-dessous des opérations de logements sociaux identifiées sur le territoire pour l'année 2023.

PRE-PROGRAMMATION 2023

Maître d'Ouvrage	Description	Commune	PLUS	PLAIO	PSLA	PLS*	Total logements	Sous-nature opération	Subvention CAPLD
Armorique Habitat	Kermaré	La Roche Maurice	2	1	0	2	5	Neuf	9 000,00 €
Armorique Habitat	Park Kergoat	Plouédern	2	1	0	0	3	Neuf	9 000,00 €
Finistère Habitat	46 rue de Brest	Landerneau	1	0	0	0	1	Neuf	2 000,00 €
Finistère Habitat	Rue Amédée de Belhommet	Landerneau	8	8	0	0	16	Neuf	56 000,00 €
Finistère Habitat	Route de Penguelen	Landerneau	3	3	10	4	20	Neuf	41 000,00 €
BMH	Bourg	Plouédern	3	3	0	4	10	Neuf	21 000,00 €
TOTAL			19	16	10	10	55		138 000,00 €

MOYENS GÉNÉRAUX

Mutualisations

DCC2023_037 Approbation du schéma de mutualisation 2022-2026

Résumé :

Conformément à l'article 5211-39-1 du CGCT, le projet de schéma de mutualisation a été soumis à l'avis des communes. Il revient désormais au conseil de Communauté d'adopter le schéma de mutualisation 2022-2026.

Débats :

Michel Corre indique que dans la continuité du renouvellement de la mandature 2020 et de l'élaboration du Projet de territoire 2021-2026, les élus ont souhaité poursuivre la dynamique des mutualisations en approfondissant les champs de coopération existants et en initiant de nouvelles pistes de réflexion.

Autant le premier schéma de mutualisation adopté en décembre 2015 répondait à une obligation légale introduite par la loi Réforme des Collectivités Territoriales du 16 décembre 2010 et portait un objectif de maintien de la DGF.

Autant depuis la loi engagement et proximité du 27 décembre 2019, l'élaboration d'un schéma de mutualisation n'est plus obligatoire mais facultative.

La Communauté a considéré qu'un nouveau schéma de mutualisation était un moyen d'atteindre les objectifs de développement du territoire. Le développement des coopérations, des coordinations et des mutualisations constitue l'une des grandes orientations du projet de territoire inscrite de manière transversale.

Le renouvellement du schéma de mutualisation sur la période 2022-2026 se positionne souligne Michel CORRE comme un outil de mise en œuvre des orientations politiques communautaires.

Ce nouveau schéma de mutualisation représente un atout pour le développement du territoire,

Michel CORRE rappelle les grands principes du schéma :

- une adhésion modulable des communes

- un accompagnement de la communauté en soutien des projets de mutualisations des communes
- une politique de ressources humaines concertée
- un financement des mutualisations partagé

Dans la démarche d'élaboration les différentes pistes et priorités du schéma de mutualisation ont été concertées de mai 2021 à septembre 2022 : établissement d'un diagnostic, recensement des besoins auprès des communes sous forme d'un questionnaire, d'ateliers élus, l'identification et la priorisation des projets de mutualisation possibles, la définition des modalités de mise en œuvre dans le cadre d'ateliers thématiques rassemblant les agents des communes et de la Communauté,

Cette démarche a visé à construire un schéma pragmatique, opérationnel et répondant le plus justement possible aux attentes du territoire,

Le schéma est passé pour examen dans chacune des communes, il a été présenté dans chacune des commissions depuis.

Michel CORRE développe ensuite les 10 nouveaux axes de mutualisation que contient le projet de schéma de mutualisation et qui s'articulent autour de 2 axes :

La mutualisation au service du projet de territoire :

- mise à disposition d'une ressource sociale
- création d'un réseau de médiathèques
- poursuivre la mutualisation des écoles de musique
- animation du réseau enfance-jeunesse

La mutualisation des services supports :

- poursuivre la mutualisation du service informatique
- renforcer l'ingénierie en matière de recherche de financements
- création d'une ingénierie juridique
- poursuivre la dynamique des groupements de commandes
- élaboration d'un plan de formation commun
- accompagner le renforcement du réseau des agents du territoire 2022-2026

Michel CORRE indique que les communes seront informées régulièrement de la mise en œuvre du schéma de mutualisation.

Il tient, pour conclure son propos, à rappeler que pour le 1^{er} schéma de mutualisation la Communauté partait d'une feuille blanche, que le second schéma est plus ambitieux dans l'approfondissement des mutualisations que les collectivités qui n'ont pas jugé bon d'adopter un second schéma de mutualisation.

Une première concrétisation de ce schéma va être d'ici le 1^{er} juin 2023, le recrutement d'un poste de technicien informatique pour accompagner les communes adhérentes dans la gestion et le développement de leurs équipements numériques.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Approuve le schéma de mutualisation 2022-2026.

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2023_038 Avenant 2 à la convention établissant le service commun informatique : modalités de facturation de la solution de sauvegarde

Résumé :

La solution de sauvegarde mutualisée vient finaliser le « pack 2-sécurité » de la mutualisation informatique. Elle est en cours de déploiement dans les communes. L'objet de ce deuxième avenant est de fixer les modalités de la participation financière de chacune des collectivités dans le cadre de la mise en place de la solution de sauvegarde.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les modalités de facturation proposées et les termes de l'avenant n°2.

Article 2 : Autorise le Président à signer l'avenant n°2 à la convention « service commun informatique ».

DCC2023_039 Avenant 3 à la convention établissant le service commun informatique Déploiement du Pack 3 : création d'un service support

Résumé :

Les packs 1 (expertise) et 2 (sécurité) de la mutualisation informatique sont mis en œuvre auprès des collectivités du territoire depuis 2020. L'étude préalable à la mise en œuvre du « pack3 –préventif » de la mutualisation informatique a été menée en 2022 et a permis de définir le périmètre d'intervention du service et les coûts associés. Il est proposé au conseil de Communauté d'approuver l'avenant 3 à la convention instituant le service support commun.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve les dispositions de l'avenant n°3 à la convention de mutualisation du service informatique, instituant le service support commun,

Article 2 : Autorise le Président à signer l'avenant n°3 à la convention de mutualisation du service informatique.

AMÉNAGEMENT

Economie

DCC2023_040 Fonds de concours : acquisition du dernier commerce - Commune de Saint-Urbain

Résumé :

La commune de Saint-Urbain sollicite le fonds de concours de la Communauté dans le cadre de son projet d'acquisition du dernier commerce situé au centre bourg.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Fixe le taux du fonds de concours à 30 % du reste à charge prévisionnel de la commune selon le plan de financement qui suit, soit une participation

communautaire estimée à 39 852,80 € à ce jour, participation qui sera ajustée en plus ou en moins en fonction des autres aides obtenues et en fonction du coût définitif du projet

Plan de financement prévisionnel

Montant Total (non récupération de la TVA) : Acquisition 132 842,65 €			
Dépenses		Recettes (préciser si obtenues, sollicitées)	
Poste	Montant(€)	Financeur	Montant(€)
Acquisition du commerce	132 842,65	CAPLD	39 852,80
		COMMUNE	92 989,85
Total	132 842,65	Total	132 842,65

Article 2 : Autorise le président à passer une convention pour fixer les conditions de versement du fonds de concours qui sera versé sur demande de la commune et sur production d'un décompte général et définitif des dépenses et des recettes sachant que la commune maître d'ouvrage doit supporter 20 % du montant de l'opération.

AMÉNAGEMENT

DCC2023_041 Renouvellement de la convention de partenariat 2023 - Initiative Pays de Brest (IPB)

Résumé :

Il est proposé aux élus de renouveler la convention de partenariat avec Initiative Pays de Brest, association qui aide les créateurs et les repreneurs d'entreprises sur le Pays de Brest en leur proposant un prêt d'honneur complémentaire au projet de financement. Celui-ci est lié à la création ou au maintien de l'emploi durable sur le territoire.

Débats :

Bernard GOALEC précise que cette association intervient dans le champ du développement économique, par des moyens d'actions que sont les prêts d'honneur sans intérêt ni caution comme levier financier, et le parrainage et le suivi des nouveaux entrepreneurs par des acteurs économiques locaux. La cotisation annuelle est de 0,20 €/par habitant.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : Autorise le Président ou son représentant à signer la convention ou tout document contractuel formalisant le partenariat 2023 avec cette association.

DCC2023_042 Renouvellement de la convention de partenariat 2023 - ADIE

Résumé :

Il est proposé aux élus de renouveler la convention de partenariat entre la Communauté et l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE) pour 2023.

Débats :

Bernard GOALEC précise que l'ADIE aide les porteurs de projets, les petites entreprises créatrices d'emploi par l'accès à des financements adaptés notamment le micro-crédit et plusieurs types de financements adaptés aux créateurs ne pouvant obtenir des crédits bancaires classiques faute de garantie ou de ressources suffisamment importantes.

Cet accompagnement prend la forme de coaching des porteurs de projets, des personnes en réflexion de création.

La Communauté a un partenariat avec cet organisme depuis plusieurs années et la participation communautaire est de 500 € par projet accompagné plafonné à 3 500 € en 2023.

Marc JEZEQUEL demande s'il y a une représentation de la Communauté pour l'admission des dossiers, leur examen, leur recevabilité.

Bernard GOALEC répond que non, ce n'est pas le cas, par contre à l'IPB au sein duquel un comité technique avec des représentants élus examine la recevabilité des projets et se prononce sur l'attribution des prêts.

Délibération :**Le conseil de Communauté à l'unanimité**

Article unique: Autorise le Président ou son représentant à signer la convention de partenariat 2023, telle que proposée dans le document annexé.

MOYENS GÉNÉRAUX**Ressources humaines****DCC2023_043 Rapport Social Unique de l'exercice 2021****Résumé :**

Depuis le 1er janvier 2021, le Rapport Social Unique qui se substitue au Rapport sur l'état des Collectivités, appelé couramment bilan social, est désormais élaboré chaque année.

Débats :

Bernard GOALEC indique qu'il va présenter simultanément le rapport social unique et le rapport égalité femmes-hommes dans la mesure où certains développements se recoupent pour éviter des redondances.

D'entrée de jeu, il précise qu'il y a une certaine inertie dans la collecte des éléments puisque ce sont des données de 2021 qui alimentent le Rapport social unique.

Le rapport social unique présente le dialogue social de la collectivité.

Il avance quelques éléments saillants tirés des 2 rapports.

En 2020 il y avait une parité parfaite femme-homme dans les effectifs avec un total de 98 agents permanents dont 81 fonctionnaires et 17 contractuels de droit public ; au total 49 hommes et 49 femmes.

Les effectifs temporaires s'établissaient à 16 agents dont 7 hommes et 9 femmes, agents temporaires pour des remplacements, un accroissement temporaire d'activité ou des projets requérant des compétences globales.

Pour rappel l'effectif total permanent et temporaire était de 117 agents en 2020.

Le temps partiel ne concernait que 6 fonctionnaires, un seul agent travaillant à temps non complet.

La moitié de l'effectif relève de la catégorie C ; dans les fonctions de direction toutes filières confondues on dénombre 9 hommes et 11 femmes.

En 2021, la tranche d'âge la plus importante est celle des 40 à 44 ans représentant à elle seule 20,42 % de l'effectif permanent (20 agents). Depuis 2020, l'âge moyen des femmes de catégorie A et C baisse ainsi que celui des hommes de catégorie A.

Sur la période, il y a eu 13 départs dont 2 pour retraite, 7 fonctionnaires ont effectué une mutation dans une autre collectivité, 2 contractuels ont terminé leur contrat à durée déterminée, 2 fonctionnaires sont partis en détachement.

Dans l'accès aux emplois à responsabilité (poste de direction, poste de chefs de service il y a 14 % d'homme contre 10 % de femmes mais le comité de direction composé de 5 membres affiche une parité.

Un tiers de l'effectif (homme, femme) a bénéficié d'un avancement professionnel ; ces avancements d'échelon concernaient 31 % des hommes et 37 % des femmes.

Le taux d'absentéisme est à 4,50 % en 2021 en nette diminution depuis 2019 (8,87%).

Des actions de formation, de sensibilisation à la santé et à la sécurité du travail ont été réalisées sur l'année 2021.

Un budget de 3 539 € a été consacré à la prévention Covid, pour l'achat de masques chirurgicaux, de produits pour la désinfection, la formation dans le cadre des habilitations a consommé un crédit de 5 978 €.

L'absentéisme masculin représente 58 % de l'absentéisme total en 2021.

La rémunération brute moyenne dans la collectivité est de 30 526 € en 2021 avec une part du régime indemnitaire de 14 % toutes catégories et sexes confondus) ; la part du régime indemnitaire sur les rémunérations brutes est pratiquement identique entre les hommes et les femmes, la différence se fait sur la catégorie : 19 % pour les A, 11 % pour les C.

La part du régime indemnitaire dans la rémunération est supérieure dans la Communauté à la part moyenne de ce régime indemnitaire dans les autres collectivités où elle atteint 11 % de la rémunération.

En terme d'action sociale la collectivité a consacré un budget de 61 000 € soit 621,66 € par agent pour la couverture santé (complémentaire santé) et la prévoyance.

Pour conclure, Bernard GOALEC souligne que la collectivité est très attentive à l'égalité des rémunérations femmes-hommes à responsabilité égale et dans les propositions d'avancements de grade, de promotion des agents.

Le rapport comme il se doit est présenté à la séance durant laquelle est voté le budget de l'EPCI.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Prend acte du Rapport Social Unique de l'année 2021.

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2023_044 Egalité femmes-hommes : rapport 2022 de la Communauté

Résumé :

Les EPCI de plus de 20.000 habitants doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Cette présentation a lieu préalablement aux débats sur le projet de budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Prend acte du rapport sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes préalablement aux débats sur le projet de Budget pour l'exercice 2023.

DCC2023_045 Création d'un emploi permanent de technicien informatique dédié à la

mutualisation

Résumé :

Dans le cadre de la mutualisation du service support informatique, il est proposé de créer un emploi permanent de technicien informatique dédié à la mutualisation.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Crée un emploi de technicien infrastructure dédié à la mutualisation à temps complet

Article 2 : Modifie le tableau des emplois

Article 3 : Inscrit les crédits correspondants au budget

MOYENS GÉNÉRAUX

DCC2023_046 Création d'un emploi fonctionnel de directeur général adjoint des services

Résumé :

Il est proposé de créer un emploi fonctionnel de directeur général adjoint des services.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1: Crée un emploi fonctionnel de directeur général adjoint des services à temps complet

Article 2 : Modifie le tableau des emplois

Article 3 : Inscrit les crédits correspondants au budget

POINTS DIVERS

Sans objet

L'ordre du jour étant épuisé, le Président lève la séance à 20H55 et invite les élus à rejoindre la salle de Conférence au niveau -1 de la MSP où un buffet est servi.

Suivent les signatures.

**SIGNATURES PROCÈS-VERBAL
DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ
DU 9 FÉVRIER 2023**

Emargement du Président		Emargement du Secrétaire de séance	
Patrick LECLERC		Nathalie GODET	
			